

Evasion fiscale : à l'issue du G7 Finances, Moscovici assure que des "pas de géants" sont faits



Déjà, mi-avril, les pays du G20 avaient "exhorté" la communauté internationale à s'attaquer aux racines du secret bancaire en faisant de l'échange automatique d'informations la "règle générale".

Pierre Moscovici se veut optimiste. Les paradis fiscaux vont bientôt reculer dans le monde économique. C'est en substance ce que le ministre français des Finances a assuré ce samedi, à l'issue d'une réunion du G7 en Grande-Bretagne. Il a en effet déclaré que la communauté internationale est en train de faire des "pas de géant" dans ce domaine. **"C'est un sujet sur lequel nous sommes en train, depuis quelques semaines, en vérité quelques mois, de faire des pas de géant, je n'exagère pas en disant ça, il y a quelque chose qui est en train de s'ouvrir, un nouveau champ"**, a-t-il répété devant la presse.

"Un véritable consensus émerge pour prendre des mesures efficaces pour que chacun paie sa juste part de l'impôt, c'est un "impératif de morale" qui permet en outre "plus d'efficacité pour nos budgets", a-t-il souligné. Mi-avril, les pays du G20 avaient "exhorté" la communauté internationale à s'attaquer aux racines du secret bancaire en faisant de l'échange automatique d'informations la "règle générale". **Pierre Moscovici a indiqué qu'il allait "insister", avec son homologue allemand Wolfgang Schäuble, "pour que l'UE avance très vite et que la Commission européenne fasse des propositions très vite" en ce sens.**

"Un président de la République précédent avait dit 'les paradis fiscaux, c'est fini', a ironisé le ministre socialiste, en référence à Nicolas Sarkozy. "On ne va pas décréter la fin des paradis fiscaux, mais on a lancé un mouvement pour faire reculer de façon décisive l'évasion fiscale" et "déboucher sur l'obsolescence des paradis fiscaux", a-t-il affirmé. Interrogé sur la vaste enquête lancée par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Australie après la réception de milliers de fichiers informatiques sur des comptes secrets dans des paradis fiscaux, le ministre des Finances a souligné la volonté de la France de coopérer si des Français étaient concernés.

"Ce que je sais, (...), c'est que des contacts ont déjà été pris entre administrations fiscale" a-t-il martelé. La présence de contribuables français dans ces fichiers "pourrait arriver". **"Ces administrations se sont déclarées disponibles pour coopérer avec nous dans l'hypothèse où des contribuables français seraient concernés, ce qui n'est pas du domaine de l'absurde", a ajouté le ministre. A voir...**